

JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 76-1021 du 4 novembre 1976 relatif à l'enseignement du judo et jiu-jitsu, de l'aïkido, du karaté et des disciplines assimilées.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la qualité de la vie,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, et notamment ses articles 7 et 24,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les conditions d'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif de judo et jiu-jitsu, d'aïkido, de karaté et des disciplines assimilées ainsi que les conditions d'exploitation des écoles ou établissements où s'exerce cette profession sont fixées par la loi susvisée du 6 août 1963 et les textes réglementaires du ministre chargé des sports pris en application de ladite loi.

Sont considérées comme disciplines assimilées celles qui offrent un ou plusieurs éléments techniques communs avec le judo, le jiu-jitsu, le karaté et l'aïkido. La liste de ces disciplines est établie par arrêté du ministre chargé des sports, prise après avis de la commission consultative instituée à l'article 2 ci-dessous.

Un arrêté du ministre chargé des sports, déterminant les modalités d'obtention des diplômes prévus à l'article 1^{er} (2^e, a) de la loi susvisée du 6 août 1963, fixera les limites et les conditions d'équivalence entre lesdits diplômes et les brevets d'Etat décernés en application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat.

Art. 2. — Il est créé une commission consultative du judo et jiu-jitsu, de l'aïkido, du karaté et des disciplines assimilées.

Cette commission donne son avis au ministre chargé des sports sur toutes les questions techniques, pédagogiques, administratives et de sécurité se rapportant aux disciplines précitées.

La composition et le fonctionnement de cette commission sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 3. — Il est créé un comité national des grades pour le judo et jiu-jitsu, l'aïkido, le karaté et les disciplines assimilées.

Nul ne peut se prévaloir d'un grade ou dan si celui-ci n'a pas été délivré par le comité national des grades, seul habilité à sanctionner la valeur sportive des pratiquants au regard de l'éthique et de la technique des disciplines considérées.

La composition et le fonctionnement du comité national des grades sont fixés par arrêté du ministre chargé des sports.

La fédération habilitée pour les disciplines considérées est représentée au sein de ce comité.

Art. 4. — La date d'abrogation de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat est fixée au 1^{er} juillet 1977, date à laquelle prendront effet les dispositions du présent décret.

Art. 5. — Sont abrogées, à compter du 1^{er} janvier 1977, toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment le décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat.

Art. 6. — Le ministre de la qualité de la vie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 novembre 1976.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,
VINCENT ANSQUER.

RAYMOND BARRE.

Conseil d'administration de l'école nationale d'équitation.

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) en date du 25 octobre 1976, le conseil d'administration de l'école nationale d'équitation, présidé par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) ou son représentant, est composé comme suit :

M. du Breuil (Bertrand), en qualité de représentant du Premier ministre.

M. le général Chevallier (Bernard), représentant le ministre de la défense.

M. Garsi (Jean-Baptiste), représentant le ministre de l'économie et des finances.

M. Daste (Pierre), représentant le ministre de l'éducation.

M. Blanc (Henri), représentant le ministre de l'agriculture.

M. Servat (Jean), représentant le ministre de la qualité de la vie.

M. Santini (Raymond), secrétaire général du comité interministériel de l'équitation.

Trois personnalités choisies en raison de leur compétence :

Par le ministre de la défense :

M. le général de corps d'armée Oddo (Paul), inspecteur de l'armée blindée et de la cavalerie.

Par le ministre de l'agriculture :

M. Serrel (Georges), président du club hippique de Versailles.

Par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) :

M. Guerlain (Jean-Paul), président du club des habits rouges.

M. Perrillat (Jacques), directeur de l'éducation physique et des sports, ou son représentant.

M. Cheminaud (Jacques), sous-directeur de l'administration générale au secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports), ou son représentant.

M. Grosborne (Jean-Baptiste), chef des services de l'équipement au secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports), ou son représentant.

M. Pouret (Edouard), président de la fédération française des sports équestres, ou son représentant.

M. de Ladoucette (Charles), directeur technique national des sports équestres.

TOURISME

Comités régionaux de tourisme.

RÉGION AQUITAINE

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 26 octobre 1976 :

Sont nommés membres du comité régional de tourisme Aquitaine :
MM. Andrieu (René), président du conseil général de Lot-et-Garonne, ou son représentant.

Bœuf (Marc), vice-président du conseil général de la Gironde, président du comité départemental de tourisme de la Gironde.
Buchou (Hubert), membre du conseil économique et social d'Aquitaine.

de Cacqueray (Charles), vice-président du conseil régional d'Aquitaine, maire de Sainte-Livrade-sur-Lot.

Caillau (Georges), président de l'union départementale des syndicats d'initiative de Lot-et-Garonne.

Castaing (Jacques), président de la chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine, ou son représentant.

Darmante (Louis), président du comité départemental de tourisme des Landes.

Duboscq (Franz), président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, ou son représentant.

Dutoya (Alain), conseiller général des Landes.

Ebrard (Guy), président de la fédération thermale, climatique et touristique du Béarn.

de Gracia (Lucien), maire d'Arcachon.

Jamet (Louis), président du comité départemental de tourisme de Lot-et-Garonne.

Labroue (Michel), conseiller général de la Dordogne, président de l'office départemental de tourisme de la Dordogne.

Lahet (Robert), président du comité de coordination touristique du Pays basque.